

AFFAIRE ABM-DGSN

Le procès en appel aujourd'hui

Une audience «exceptionnelle», d'un procès qualifié de «particulier» se tiendra aujourd'hui au niveau de la cour d'Alger. Il s'agit du procès en appel opposant la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) à la société Algerian Business Multimedia (ABM).

Abder Bettache - Alger (Le Soir) -Prévu pour le 10 décembre dernier, le procès a été reporté sur décision du président de la troisième chambre criminelle près la cour d'Alger, après la requête introduite par les avocats de la défense. Ces derniers ont exigé la présence de «quelques témoins» considérés comme des «éléments clés», pour «faire toute la lumière sur cette affaire ». Pour rappel, lors du premier procès de cette affaire qui s'est tenu en octobre dernier au niveau du tribunal correctionnel de Sidi M'hamed (Alger) les mis en cause au nombre de vingt-

cinq dont l'ex-chef de l'unité aérienne de la Direction générale de la Sûreté nationale, Oultache Chouaib, ont été lourdement condamnés pour les chefs d'inculpation de «conclusion de marchés douteux» et «passation de marchés publics en violation de la législation» dans l'achat d'équipements informatiques auprès de la société privée ABM. Les vingt-cinq inculpés, dont dix-neuf fonctionnaires de police, ont été condamnés à des peines de prison ferme par le tribunal de première instance de Sidi M'hamed. Il est à rappeler que sur les vingt-cinq inculpés, seuls trois ont été

relaxés dont Djamilia L., exerçant au niveau de la Direction générale de la Sûreté nationale. Le principal accusé, en l'occurrence Chouaïb Oultache, a été condamné à sept ans de prison, son gendre, Toufik Sator, DG adjoint d'ABM, et le DG de cette société d'informatique Antri-Bouzar ont été condamnés à six ans de prison. Une peine de sept ans a été également prononcée à l'encontre du directeur adjoint de l'administration générale de la DGSN et cinq ans contre le directeur commercial d'ABM. Les autres accusés ont eu une peine allant de trois à cinq ans. Trois membres du bureau d'ordre de la Sûreté nationale ont été relaxés. Après donc trois renvois et un procès qui aura duré cinq jours, les peines retenues pour cette affaire sont proches de

celles requis par le parquet à savoir, dix ans de prison pour l'ensemble des accusés. La lecture du verdict était entrecoupée d'exclamations et de sanglots des épouses et des enfants des condamnés. Lors de ce procès, l'accusation a laissé entendre que, «Oultache Chouaib a usé de son influence au sein de la commission d'évaluation technique des offres, où il siégeait, pour qu'elle choisisse la société ABM dans laquelle son gendre est actionnaire et également directeur général adjoint». Cet ex-cadre supérieur de la Sûreté nationale est poursuivi également dans l'affaire de l'assassinat le 25 février 2010 de l'ex-directeur général de la Sûreté nationale, Ali Tounsi. La date du procès de cette affaire n'a pas encore été fixée

A. B.

BOUTEFLIKA À L'OUVERTURE DE L'ANNÉE JUDICIAIRE :

«Nous ne sommes ni la Grande-Bretagne ni la France» !

Abdelaziz Bouteflika surprend ! Il a choisi l'occasion de l'ouverture officielle de l'année judiciaire, hier mercredi au siège de la Cour suprême à Ben Aknoun, pour s'exprimer sur la situation politique en des termes «crus», dans une longue digression qui rappelle l'homme d'avant novembre 2005 !

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Devant l'ensemble des hauts cadres de l'Etat, Bouteflika lisait d'abord, de manière mécanique, son discours écrit. L'exercice semblait pénible et Bouteflika trouvait même parfois des difficultés à prononcer certains mots.

Se sachant sans doute attendu sur ce genre de détails, surtout depuis sa sortie catastrophique du 15 avril dernier, Bouteflika abandonne ses feuilles, redresse la tête et s'élance : «Je ne vous dirais pas que nous avons atteint la perfection dans l'exercice de la démocratie. Nous ne sommes qu'au début de notre expérience démocratique. Mais, de grâce, ne nous comparez pas avec la Grande-Bretagne ou la France !» Avec ses accents légendaires d'antan, il passe outre la langue des «officiels» pour choisir celle des «meetings» et assène encore : «Des voix s'élèvent, ici et là, pour s'interroger sur l'exception algérienne. Non ! L'Algérie est un pays qui fait partie de

ce monde, dont il subit l'influence tout comme il y influe. Mais il est hors de question de revivre ce que nous avons déjà eu à vivre.»

Ici, l'allusion est à peine voilée aux révoltes qui secouent le monde arabe depuis le début de l'année 2011. «Le peuple algérien est jaloux de son indépendance et de sa souveraineté. Nul ne peut lui dicter ses choix.»

Cette indépendance, «nul ne peut la marchander. Je n'ai pas le droit de la marchander». Décidément bien inspiré, lui qui s'exprime pour la première fois de manière aussi directe sur les bouleversements que connaît la région, Bouteflika lâche cet aveu : «Ce pays a connu des élections et même des élections à la Naegelen (des élections marquées par des fraudes massives comme du temps de ce tristement célèbre gouverneur d'Algérie sous la colonisation ndr).»

Bouteflika compare, ici, l'expérience algérienne avec celles tunisienne et égyptienne sans pour autant les citer. Et il insiste sur le fait de ne pas comparer l'Algérie «aux autres». Avant d'aborder, sans transition apparente, l'opposition et les agréments des nouveaux partis : «Il y a quelque chose d'anormal dans ce pays qui fait que, certaines parties plus leur dimension est mineure, plus leurs voix s'élèvent !». Aussi, «si vous considérez que la démocratie,

ce sont les petits partis, eh bien que cela soit ! Nous allons ouvrir pour tous les petits partis !» Il évoque dans sa même digression ses réformes politiques avec, au passage, une pique toute faite pour le MSP de Aboudjerra : «Des voix se sont élevées contre les réformes y compris parmi l'Alliance. Et alors ! C'est la démocratie. Moi je ne parle pas au nom d'un parti politique mais au nom du peuple algérien !» Une phrase qui, également, peut s'appliquer à Belkhadem et au FLN. Cela dit, Bouteflika abordera les prochaines législatives et répétera publiquement ce qu'il disait en cercle restreint, lors des derniers Conseils des ministres : «Nous sommes à la veille d'importantes échéances électorales où la justice devra jouer un rôle prépondérant pour faire aboutir le processus des réformes (...) Tout un chacun sera soumis au contrôle de la justice (...) L'administration n'est pas soustraite à ce contrôle ni à l'obligation d'appliquer les décisions de la justice» lors des prochaines élections. Une manière pour lui de rassurer quant à la régularité des législatives.

Des garanties cependant inutiles pour une classe politique qui, mis à part le RCD, en est déjà à un stade très avancé dans sa campagne électorale !

K. A.

DEVANT DES SÉNATEURS MITIGÉS

Mehal défend la loi sur l'information

Comme il l'avait fait auparavant devant les députés, le ministre de la Communication a défendu hier la loi sur l'information devant des sénateurs entre sceptiques et convaincus.

Nawal Imès - Alger (Alger) - Nacer Mehal était venu vanter les «vertus» d'un texte qui avait lors de sa présentation au niveau de l'APN suscité beaucoup de réactions avant d'être adopté pratiquement sans modification majeure. Le ministre expliquait hier encore que le texte avait nécessité pas moins de 70 réunions de tra-

vail et que son contenu était un «consensus» entre les différents avis récoltés. Mehal parle d'un texte «moderne» s'inspirant des changements qu'aura connus le pays mais également d'autres régions dans le monde. Il dresse un constat sévère de l'état du secteur de la presse, écrite plus particulièrement, où il

dit avoir relevé un non-respect de l'éthique et une totale désorganisation. Même constat pour la presse électronique.

Un exposé qui n'aura pas convaincu tous les sénateurs. Un sénateur FLN a dit souhaiter voir ce texte «rapidement enterré» car, dit-il, il s'agit d'un code pénal bis. Il dit y avoir dénombré pas moins de 15 fois les termes «est puni», 15 fois «est responsable» et pas moins de 47 fois «est soumis». Un

arsenal des restrictions qu'il dénonce. Ce n'est pas l'avis de tous les députés puisque certains ont trouvé à ce texte des vertus. Quels que soient leurs avis, le texte est assuré de passer comme une lettre à la poste à l'instar du scénario qui s'était déroulé à l'APN. Les sénateurs votent ce matin trois textes. Celui sur les partis, les associations et l'information, achevant ainsi le processus des «réformes».

N. I.

CE MONDE QUI BOUGE

Indignés du monde... vigilance !

Le mouvement des Indignés, né en Espagne, dans le sillage des mouvements de révolte en Tunisie, puis dans le reste des pays arabes, est-il dans une phase d'essoufflement ? Né sur les réseaux sociaux et apparu en Espagne le 15 mai 2011, inédit par son ampleur, non lié à un parti politique, ce mouvement s'est ensuite propagé dans plusieurs pays occi-



Par Hassane Zerrouky

dentaux avant d'atteindre les Etats-Unis. Dans ce pays, où les manifestations de rue anticapitalistes sont un événement rare, plusieurs villes dont New York ont été le théâtre de rassemblements importants. Certes, le mouvement est resté limité. Mais, il n'en reste pas moins qu'il s'agit d'un premier avertissement envers les magnats de Wall Street. Une chose est sûre, ce mouvement social est symptomatique de la crise profonde secouant le capitalisme mondialisé. Après la chute du mur de Berlin, le néo-libéralisme s'est imposé comme l'unique voie que tous les pays de la planète doivent emprunter. Et graduellement, il allait remodeler la planète. Au nom de la démocratie et des droits de l'Homme, à savoir l'alignement sur le modèle dominant, ceux qui ne «marchaient» pas ou tentaient de faire de la résistance, étaient alors voués aux gémonies, avant de se voir imposer par la force brutale des armes la voie à suivre. Bien sûr, des pays dictatoriaux, autoritaires ou semi-féodaux comme les monarchies du Golfe, l'Égypte de Moubarak, la Tunisie de Ben Ali ou le Maroc de Mohammed VI, alliés et sujets dociles de ce système capitaliste mondialisé, n'étaient pas concernés. A peine, entendait-on des protestations prononcées du bout des lèvres par Washington, Paris et leurs alliés sur les violations des droits de l'Homme se produisant dans ces pays «amis» de l'Occident. En revanche, s'agissant de l'Irak de Saddam, la Syrie de Bachar Al Assad ou l'Iran, les pays occidentaux ne se faisaient pas prier pour hausser le temps et se saisir de n'importe quel prétexte avant d'intervenir militairement. L'Irak est un cas d'école. L'obstination de Saddam à se maintenir au pouvoir, son refus de toute ouverture politique sur fond de crimes de masse, après avoir été instrumentalisé durant les années 1980 contre l'Iran de Khomeini, a permis dans un contexte de rapport de force favorable aux Etats-Unis d'en finir avec ce régime et, partant, permettre aux monarchies du Golfe, Arabie saoudite en tête, et à l'islamisme de manière générale, d'occuper le terrain et de se présenter en alternative là où ce même Occident ne les attendait pas, à savoir dans des pays alliés comme l'Égypte, la Tunisie, le Yémen... Mais très vite, Washington, qui n'a jamais rompu les liens anciens tissés avec la mouvance islamiste – il l'a utilisée dans sa guerre contre l'ex-URSS et le nationalisme arabe progressiste – a fait du projet islamiste une arme pour contenir et mettre en échec les mouvements protestataires naissants notamment en Égypte, pays pivot aux yeux de Washington dans cette région du monde. Et ce, parce que ces jeunes de Tahrir ou de l'avenue Bourguiba sont porteurs d'une autre vision du monde, démocratique et progressiste, qui ne s'inscrit pas dans la stratégie américaine. Il en est de même du Mouvement des indignés en Europe. Médias aidant, en mettant l'accent sur le fait qu'il s'agit d'un mouvement horizontal, sans leader, indépendant des partis de gauche, le réduisant à une simple protestation ne remettant pas en cause le système capitaliste, mais cherchant plutôt à réparer les injustices induites par un système «juste», à savoir le néo-libéralisme, voire à aménager le capitalisme à la marge, les stratèges de la mondialisation capitaliste n'ont pour seul et unique objectif que de perdurer un système qui est en voie d'épuisement, un système en faillite comme le montre la gravité sans précédent de la crise financière actuelle. En dépit de la victoire des islamistes en Tunisie, en Égypte, au Maroc et peut-être demain en Algérie, et celle de la droite dure dans plusieurs pays européens, la crise qui secoue aujourd'hui les pays du nord et du sud de la Méditerranée n'en est qu'à son début. La crise est bien là. Elle s'inscrit dans la durée, et ce, quels que soient les projets et les stratégies concoctés à Washington et Paris pour la juguler.

De ce fait, la jonction entre ces «indignés» du Nord et du Sud et les mouvements progressistes n'est sans doute qu'une question de temps.

H. Z.